Postface

Michel Maffesoli, professeur émérite à la Sorbonne,
membre de l'Institut universitaire de France
Hélène Strohl, inspectrice générale honoraire des affaires sociales

Être chargés de rédiger, à quatre mains, la postface à ce second tome écrit par Jean-Dominique Michel nous remet d'abord dans le bonheur découvert durant les quelques années qui viennent de se passer, celui de la rencontre d'évidence. Celle qu'André Breton qualifiait de « hasard objectif ».

Car certes, Jean-Dominique Michel n'eût pas dû nous être étranger, ni comme anthropologue formé par un ancien étudiant de Gilbert Durand ayant passé sa thèse avec Maffesoli, ni comme spécialiste de la santé publique et notamment des comportements des usagers.

Mais nous l'avons « découvert » durant ces premières semaines d'une « crise » qui allait se révéler comme le témoin parfait des sursauts crépusculaires d'une modernité scientiste et paranoïaque.

Il fallait bien sûr regarder autre chose que la télévision et son croque-morts journalier : les médias alternatifs ont pleinement joué leur rôle, agrégeant ainsi peu à peu les multiples tribus de ceux qui ne voulaient pas être endoctrinés par la doxa officielle.

Jean-Dominique Michel a surgi du fond de son bureau suisse, sur nos écrans, expliquant pourquoi justement il fallait ne pas avoir peur. Rappelant que la première recommandation des instances chargées d'organiser le système de santé dans les différents pays et à l'OMS était, pour les crises épidémiques (et plus encore pandémiques), de « ne pas paniquer la population » et donc de changer le moins de choses possible à la vie sociale et économique normale.

Et ceci, il ne le disait pas *ex abrupto*, comme un politique, mais à partir de son expertise en santé publique.

La santé publique est cette partie de la médecine qui s'intéresse à l'environnement physique, biologique et anthropologique de la santé. En fait, il faudrait dire non pas santé publique, qui renvoie à une santé étatisée, mais santé des publics, santé des populations.

Qu'est-ce qui dans la vie des personnes, en dehors des données de leur physiologie et de leur psychologie propres, en dehors aussi des soins individuels, va déterminer leur état de santé : leur environnement, leur alimentation, leurs conditions de logement, de travail. Mais également – et ce de manière

essentielle, substantielle – leur intégration dans une ou des communautés de proximité.

On peut étudier la santé publique de manière purement quantitative, c'est-à-dire apparier un certain nombre de variables physiques, chimiques, sociales, avec les grands items de la santé publique, notamment les variables démographiques telles la mortalité, la natalité, l'espérance de vie en bonne santé. On peut également tenter de comprendre les processus sociétaux en œuvre, les représentations que se font les personnes de la santé, bonne ou mauvaise, de la vie, de la mort, etc. Cet imaginaire dont les épidémiologistes (quand ils savent penser et pas seulement compter) ont constaté l'importance qu'il avait sur la santé des populations.

Anthropologue formé à la fois à l'anthropologie de l'imaginaire et à la sociologie compréhensive, Jean-Dominique Michel a complété cette formation acquise notamment au Québec par une bonne connaissance de l'anthropologie américaine et son extrême attention à ce qu'il faudrait nommer une ethnographie plutôt qu'une pure anthropologie : fournir un compte-rendu détaillé de tous les phénomènes, de tous les jeux d'acteurs.

Si bien que grâce à ce travail titanesque, jusqu'alors démenti par personne (ce qui, vu la gravité des accusations, témoigne de sa rigueur), grâce donc à ce labourage presque exhaustif, JDM fournit aux analyses maffesoliennes le « terrain » dont d'aucuns l'ont accusé de manquer. Le « crépuscule » de la modernité, le totalitarisme doux qui naît sur les crispations de cette circulation des élites, c'est ce dont parlait *La Violence totalitaire*, publié en 1979[1].

JDM nous fournit en effet l'analyse serrée non pas d'un document mais d'une tonne de documents, les comptes-rendus de nombreux entretiens et autres témoignages, tous sourcés, bref il relaie une observation de terrain on ne peut plus approfondie. Et ce travail, que d'aucuns dès lors ne peuvent pas ne pas saluer comme scientifique, n'en oublie pas pour autant de penser ni d'écrire dans un style lisible voire élégant. Voilà quelqu'un qui n'a pas besoin de jargonner et de faire compliqué pour faire « science » !

Oui, JDM décrit de manière on ne peut plus exacte les contours de l'épidémie, sa transformation en psycho-pandémie, les stratégies de pouvoir en œuvre, les moyens de manipulation dont il use. Dont Ils usent : autorités gouvernementales nationales et instances internationales, médecins et scientifiques dans leurs divers ordres et privilèges, institutions démocratiques fissurées, médias subventionnés, petits et grands chefs incompétents ou corrompus, ou tout simplement, comme dit dans *Le Temps des peurs*, les « apeurés apeurants »[2].

[1] Maffesoli M., *La Violence totalitaire* (1979), *in Après la modernité,* CNRS éditions.

[2] Maffesoli M., *Le Temps des peurs,* Cerf, 2022.

Ayant établi dans son premier tome le « désastre » que fut la gestion de cette pandémie, JDM, dans ce second tome, explore trois hypothèses de compréhension de ce désastre.

On pourrait les raconter ainsi :

Ont-ils été stupides au point de penser qu'il fallait laver la mer et éviter de s'asseoir sur le sable, mais ne pas se lever pour boire son café ? empêcher les randonneurs solitaires d'infecter la neige et enfermer Papi et Mamie dans la cuisine pendant que leurs héritiers festoyaient dans la salle à manger ?

Ont-ils été tout simplement cupides, ces médecins, pharmaciens, laborantins qui ont refusé de prescrire ou de délivrer des antibiotiques pour des infections respiratoires qu'ils avaient jusqu'alors soignées ainsi, mais qui ont injecté à la chaîne à des patients dont ils ignoraient tout de l'état de santé des produits expérimentaux ? Tout le système hospitalier est-il tout simplement étouffé par la technocratie imbécile des autorités ministérielles et la docilité ambitieuse des gouvernances hospitalières de ne plus développer que des activités dites rentables, c'est-à-dire permettant de présenter un « budget » à l'équilibre ?

Ce comportement à la fois sadique et docile de tant de « petits chefs » a-t-il été impulsé par une stratégie consciente des « grands chefs », une intention de faire du mal pour le dire simplement ?

Jean-Dominique Michel, comme nous-mêmes d'ailleurs et comme tous ceux qui n'acceptent pas sans réfléchir le dogme établi, fût-ce au nom de la Science, est-il un complotiste ?

Il se trouve que « l'idéologie complotiste » ne nous est pas étrangère, un des premiers à avoir écrit un ouvrage pertinent à ce sujet étant Raphaël Jossé, qui a soutenu sa thèse sur ce sujet sous la direction de Michel Maffesoli (*Ordo ab chao*) et en a tiré un petit livre fort instructif[3]. On appelle « complotistes » non pas les personnes qui complotent, celles-là sont des comploteuses, mais celles qui croient que nombre d'événements dans le monde (et notamment de catastrophes) sont initiés, orchestrés par quelques gens au pouvoir. Petite caste décrite comme les Illuminati, les Juifs, les Francs-maçons, la mafia, BlackRock, Bill Gates, Klaus Schwab, etc.

Le complotisme était l'idéologie de petits groupes, de « sectes » disent ses détracteurs, de marginaux, d'hérétiques. Cet imaginaire, cette représentation du monde et de l'histoire humaine s'est diffusée de manière exponentielle avec les réseaux sociaux qui permettent justement les regroupements de ceux qui sont sensibles aux mêmes thèmes, émus par les mêmes événements, convaincus par les mêmes analyses ou narratifs.

[3] *Complosphère, l'esprit conspirationniste à l'heure des réseaux sociaux*, Lemieux éditeur, 2015.

Le complotisme est une manière de réintroduire un semblant de sens à l'heure où les grands récits ne structurent plus l'imaginaire collectif (signification et sens de l'histoire).

Mais est-ce à dire que toute personne avançant des clefs de compréhension des phénomènes absurdes et explicitement contraires à la raison scientifique et au bon sens (populaire) tels qu'ils ont été décrits ci-dessus (laver la mer et ne boire son café qu'assis), mais également contrevenants – ainsi que le montre bien JDM – à toutes les règles de santé publique établies (notamment en termes de respect des règles ancestrales de la médecine), est-ce que toutes ces personnes, dont nous sommes, croiraient aussi que « la Terre est plate » ?

Non bien sûr. L'accusation de complotisme qui a été renvoyée à nombre de « questionneurs » de la gestion de la crise du covid tient de la technique bien connue – qu'on pourrait dire stalinienne – de l'amalgame. À côté des techniques de propagande, notamment celle dite de « fake checking », on invalide tout simplement la parole des insolents hérétiques, en science, en philosophie sociale, en science administrative, en leur « collant une étiquette ». C'est l'étiquette d'extrême droite qui est le plus souvent choisie, puisque malheureusement, en France, à part une petite poignée d'élus (bien moins que ceux qui refusèrent de voter les pleins pouvoirs à Pétain), ce sont quelques figures d'extrême droite qui se sont faites les chantres de la résistance au narratif gouvernemental.

On les a aussi taxés d'antisémites, de trumpistes, de racistes, d'antivax, d'obscurantistes parfois « moyenâgeux »[4], etc. Toutes étiquettes qui n'avaient rien à voir avec ce qu'ils disaient réellement. De fait, l'emploi on ne peut plus développé de l'accusation de complotiste dont ont fait l'objet tant Jean-Dominique Michel que nous-mêmes relève d'une forme de sophisme des plus simplistes. Traduisant tout simplement le raisonnement paranoïaque d'une élite en perdition face à une opinion publique, un peuple qui a fait sécession, qui s'est retiré sur l'Aventin.

Bien sûr, ce pouvoir, celui de nos gouvernants aux ordres des grands groupes financiers, du complexe militaro-industriel, de BlackRock, des GAFA, de Big Pharma, dépasse en force financière, militaire et policière de propagande tous les pauvres petits mouvements dits « d'opposition démocratique ». Toutes les règles, toutes les institutions élaborées lentement depuis la Révolution française ont été brutalement et inéluctablement mises à bas.

La récente crise dite sanitaire en a été l'exemple parfait, ignorant toutes les lois de démocratie sanitaire et transformant les institutions chargées de les

[4] Car comme nos élites sont « progressistes », mais incultes, elles ne connaissent de l'histoire que la période qui a commencé avec la République et croient que les Grecs, les Romains, les philosophes et théologiens du Moyen-Âge ainsi que les architectes, artistes de ces époques étaient bien moins intelligents que les petits marquis de Sciences Po.

défendre (les juridictions administratives et constitutionnelles, les inspections chargées du contrôle des politiques publiques, les instances académiques garantes du débat scientifique, notamment) en chiens de garde aux ordres des autorités tenant en main leur avancement et la réalisation de leurs ambitions personnelles de « petits fonctionnaires ».

C'est à ce propos que nous posons trois questions qui seraient une sorte de complément à cette magistrale analyse par JDM du « crépuscule de la modernité » telle que l'a révélé la gestion de cette psycho-pandémie :

- A-t-on affaire à des monstres ?
- Doit-on sauver le « soldat démocratie » ?
- Le totalitarisme du XXI^e^ siècle peut-il être analysé avec les concepts de celui du XX^e^ siècle ?

Ce totalitarisme de moins en moins doux est-il le fait de personnages « monstrueux » ?

Dans tous les conflits, il est de mise de diaboliser l'adversaire. C'est devenu une tactique de maintien de l'ordre républicain courante. L'infiltration des manifestations par les Black blocs en est un exemple patent, mais les inversions accusatoires (complotisme, extrémisme fasciste, antisémitisme…) en témoignent, ainsi que la technique du bouc-émissaire qu'ont subie les antivax notamment, ou l'accusation de dérive sectaire qui frappe tout groupe un peu critique.

Toutefois, la même tentation existe de l'autre côté : c'est ainsi que souvent les « covidistes » ont été accusés d'être en même temps toxicomanes, pédophiles, etc.

Qu'il y ait dans l'idéologie exacerbant les libertés individuelles au détriment des traditions communautaires, religieuses, territoriales et culturelles une tendance à mettre à bas toutes les bornes, y compris celles qui instituent une protection des enfants, celles qui régulent la prise de produits psychotropes, est un fait. L'atmosphère d'hystérie libertaire de l'après 68 était de celles-ci. Mais ceci n'implique pas forcément que les hommes (et femmes) de pouvoir défendent à la fois les intérêts des puissances financières et celles des prédateurs sexuels. Les patrons de Big Pharma font des bénéfices colossaux à l'aide de médicaments prescrits, et ils n'ont pas besoin de vendre des drogues illicites.

Il est en revanche certain que seules les règles éthiques de communautés, familles, groupes religieux, communautés territoriales, communautés ethniques… peuvent s'imposer au quotidien pour empêcher le passage à l'acte de pédophiles ou autres prédateurs sexuels, c'est-à-dire de personnes psychopathes. Mais là encore la dérive est plus systémique que personnelle. Ces élites au pouvoir sont souvent victimes d'un système qui a annihilé en

elles toute capacité à penser, à imaginer, à faire autre chose que suivre l'autoroute du pouvoir.

Et les femmes et les hommes qui marchent sur cette voie défendent un pouvoir et des valeurs qui ne sont plus en phase avec le peuple. D'où la crispation monstrueuse sur des valeurs devenues incantatoires, notamment celles de la liberté individuelle assortie d'une peur monstrueuse de cette puissance populaire dont la force « d'être ensemble » est manifeste. C'est ainsi que les apeurés deviennent apeurants.

Dans un système de transmission hiérarchique où chacun a peur de perdre sa place.

Il était frappant de voir, tout au long de cette crise, que seuls ceux qui n'avaient pas de place à défendre, soit parce qu'ils se sentaient à leur place comme scientifiques, médecins, intellectuels ou comme citoyens en général, soit parce qu'ils n'avaient pas de position sociale à défendre (prolétaires, chômeurs, marginaux), se sont sentis libres ensemble de ne pas obéir aux injonctions gouvernementales.

L'exemple de l'IHU Méditerranée Infection est parlant. Certes, la qualité du professeur Raoult et de la présidente Yolande Obadia, ainsi que leur courage, ont été déterminants dans leur capacité à imposer un mode de gestion de l'épidémie à Marseille, remarquable dans son déroulé et dans ses résultats. Mais l'existence de l'équipe, du collectif de professionnels, étudiants et bénévoles, et la confiance que leur portaient les usagers, ont joué un rôle capital. Quand on lit le scandaleux rapport de l'IGAS sur l'IHU, réquisitoire à charge sans preuve ni démonstration, il est frappant de voir que ce qui est reproché au management de Didier Raoult, c'est la cohésion de son équipe, sa capacité collaborative. Peut-être y avait-il d'ailleurs dans cette réaction d'inspecteurs IGAS anciens directeurs d'hôpital une réelle jalousie ou de la peur face à un modèle si différent de la hiérarchie bureaucratique habituelle aux hôpitaux.

« Quand la démocratie ne fonctionne plus, elle devient théâtrocratie », disait Platon.

Ce que décrit JDM, notamment les répétitions et autres prédictions de type Bill Gates ou Klaus Schwab, les grandes répressions mises en scène en Chine, les événements terroristes, guerriers vidéo-scénarisés, ne fait-il pas partie d'un processus de théâtrocratie ? L'arrivée au pouvoir d'acteurs plus ou moins professionnels y participe, et l'on ne peut s'empêcher de penser aux différentes scènes montrant (monstrant) un président de la République en costume : de soldat pour l'Ukraine, en blouse blanche, casque de chantier, habit et chaussures d'alpiniste, et même en « homme d'État » quand récemment élu il entrait dans la cour du Louvre, fendant l'obscurité.

Le ton était donné, et chaque petit engrenage technocratique a voulu jouer son rôle. Les professeurs et médecins de santé publique, les modélisateurs qui jusqu'alors avaient été les parents pauvres du mandarinat médical ont bouffé du plateau jusqu'à l'indigestion. D'autant qu'on avait confiné le bon peuple devant sa télé !

Il était difficile de résister à cet immense jeu de rôles, sinon en s'évadant sur les réseaux sociaux qui, en France, s'ils ont fait l'objet de censure[5], permettent encore de communiquer et d'entendre des sons de voix discordantes.

Sinon, aussi, en détournant les interdictions d'être ensemble, les tentatives de fractionnement des tribus dissidentes. Par le biais des soulèvements dont notre époque n'est pas avare. Par le biais aussi des rassemblements divers, le plus souvent « sauvages », tels ces *rave parties* et autres fêtes non autorisées.

Sinon, enfin, par le biais de ces « utopies interstitielles » que sont les multiples collectifs de santé, de consommation, d'éducation, d'échange divers qui naissent un peu partout.

Pour contrer l'assignation à l'isolement individuel dans la peur de mourir, les rassemblements communautaires se sont multipliés.

Les « réactions » frontales et souvent vouées à la mort, ou tangentielles et sachant se protéger, la capacité populaire à user de la ruse, montrent la fragilité d'un système démocratique en bout de course. Une théâtrocratie rejouant en boucle les épopées guerrières de la modernité, mais obligée d'imaginer sans cesse de nouveaux narratifs pour capter l'attention des populations : « Silence, l'épisode suivant commence !! » Psycho-pandémie, bruits de guerre, menaces terroristes, émeutes urbaines, tout est bon jusqu'aux vieilles recettes de la peur de la pénurie, de la faim, de la soif et du froid (hiver 2022), des parasites (punaises !!), bref, ainsi que le disait notre ami Jean-Didier Vincent dans son livre sur le transhumanisme : les quatre cavaliers de l'Apocalypse.

Bien sûr, l'arme de la peur est l'arme du totalitarisme par excellence. Le régime nazi comme les régimes communistes en ont largement usé à l'égard de ceux qui ne partageaient pas l'idéologie du chef. Mais ce qui caractérise le totalitarisme de la fin de la modernité, c'est l'obsolescence extrême des idéologies et des scénarios qui le constituent. Le pouvoir invente sans cesse de nouveaux ennemis, de nouvelles guerres : virus, Russie, islamisme, sans parler des petits ennemis du quotidien, qu'un pouvoir impuissant découvre jour après jour : les paysans pollueurs comme les conducteurs de SUV, les prosélytes de tout genre, les charlatans, les tenants des médecines non officielles et finalement les hommes contre les femmes, les jeunes contre les vieux, etc.

[5] Nous avons tous vu notre compte Facebook suspendu et rétabli à grand peine ; JDM voit régulièrement ses vidéos retirées de YouTube, etc.

Répondre (comme certains) à cette stratégie de la peur, à ce totalitarisme de la caste au pouvoir, par l'affrontement politique démocratique ou révolutionnaire, c'est en conforter les bases.

Car le totalitarisme du XXIe n'est pas exactement celui du XXe siècle.

En général, on décrit le totalitarisme comme la destruction de tous les principes du droit qui visaient à protéger les libertés individuelles. Mais il nous semble que dans cette fin de l'époque moderne, nous assistons à un autre type d'affrontement. Il faut se souvenir que la Modernité repose essentiellement sur le principe individualiste. C'est-à-dire l'assignation à une identité définie par chacun (autonomie), stable et pérenne. L'individu est libre et délié des liens communautaires, origine, sexe, religion, tradition, etc.

Ces individus autonomes sont liés entre eux par des liens contractuels, économiques, juridiques, politiques ; c'est le contrat social et son système politique, la démocratie représentative.

Mais ce « contrat social » ne fonctionne plus. Il est attaqué, dissous par le haut, par des dirigeants ivres d'un pouvoir sans réelle efficacité, eux-mêmes ballotés dans les errements paranoïaques des conglomérats industrialo-financiers qui structurent les rapports internationaux en remplacement des vieilles diplomaties inter-nationales. Il est surtout vidé de sa substance par les peuples qui font sécession et se retirent dans des regroupements parfois informes (coordinations et mouvements plutôt que partis et syndicats, collectifs plutôt qu'associations déclarées, etc.) et mouvants.

Le pouvoir institué dans ses formes héritées de la modernité, la démocratie représentative, n'a plus de prise sur les masses en mal de solidarités de proximité.

La démocratie moderne promettait à chacun une amélioration de son destin individuel. Ce que cherchent les masses, c'est à s'inscrire dans un destin collectif. Le besoin est celui d'un attachement communautaire, de la chaleur des liens de proximité par rapport à la froide rationalité du contrat social. Et cette quête communautaire se déroule dans des formes qui apeurent le pouvoir :

- Les *rave parties* plutôt que les bals de préfecture ;
- Les occupations de ronds-points plutôt que les manifestations déclarées ;
- Les rodéos sauvages plutôt que les activités sportives de haut niveau ;
- Les protestations plutôt que les débats électoraux.

Car ces nouvelles formes de socialité abandonnent les cadres et les rites de la modernité, mais n'ont pas encore trouvé de cadres propres, si bien que les protestations dégénèrent en émeutes, les fêtes en Bacchanales, etc. Dionysos

prend la place de Penthée dans une cité où la peur de mourir a remplacé la passion de vivre.

Dès lors, le but poursuivi par le pouvoir n'est pas tant de brider les libertés individuelles que d'empêcher l'émergence ou l'expression sociale de ces multiples communautés, ces tribus liées par des émotions, des passions communes.

D'une certaine manière, le pouvoir totalitaire a porté à son maximum la « liberté individuelle » : l'avortement uniquement du point de vue de la liberté individuelle de la femme inscrit comme liberté dans la Constitution, l'accompagnement actif à la mort comme liberté de chacun de précéder l'appel du destin et en quelque sorte de se croire « plus fort que la mort », sans parler de la liberté individuelle de déterminer son genre, sans référence au sexe naturel et aux structures de la parenté, etc. Cette liberté individuelle portée à son paroxysme ne tolère plus aucune borne communautaire : les règles religieuses, même cantonnées dans leur application au groupe lui-même, sans « prosélytisme », doivent se subordonner aux règles dites de la République.

Ce paroxysme est celui d'une élite moderne crispée sur des valeurs qu'elle est désormais seule à défendre.

Le « régime » s'écroule ou se disloque de lui-même, dans des soubresauts il est vrai violents et souvent criminels. Le rationalisme morbide, le scientisme absurde, l'automatisation technologique à visée totalisante, voilà autant de menaces systémiques. Qu'on ne peut pas détruire sinon à user des mêmes armes. Or, on le sait depuis les grands épisodes totalitaires du siècle dernier, on ne lutte pas contre l'aliénation avec des moyens aliénés.

Il faut non pas réformer ou même changer l'appareil d'État, il faut fuir le Moloch. Il faut se réfugier non pas dans le for intime de chacun comme le pouvoir a voulu nous y contraindre, mais dans l'intimité de l'idéal communautaire, dans cette proximité avec les autres qui permet un être ensemble véritablement robuste et résistant.

Il y a sans doute une période transitoire dans le passage de l'époque moderne à l'époque postmoderne qui est et sera chaotique. Chaos auquel ne peuvent faire face que des personnes unies dans des communautés diverses et chaleureuses. Communautés de proximité inventant de nouvelles formes de solidarité.

Tribalisation pour le meilleur et pour le pire. Au lieu de les contrer, au lieu de les instrumentaliser en opposition frontale au pouvoir, tachons de les accompagner, d'apprendre à faire de cette diversité tribale une harmonie conflictuelle, un équilibre mobile.